

Alors que le projet d'éoliennes offshore situé face à Dieppe et le Tréport a été validé en février dernier par l'[AGENCE FRANCAISE POUR LA BIODIVERSITE](#), il pourrait finalement être remis en cause par le gouvernement, en raison de la question de la renégociation du tarif de rachat d'électricité. Le gouvernement pourrait en effet remettre en cause des projets si les consortiums qui ont remporté les appels d'offres refusaient de baisser leurs tarifs.